

dossier «Café-business» ou café équitable ?



Face à leur première tasse du lundi matin, peu de consommateurs sont informés de la crise qu'a traversé le secteur du café ces dernières années. En première ligne, ce sont les petits producteurs qui ont subi les plus grosses pertes de revenus. Les fluctuations de prix des graines qui leur assurent emploi, revenu et dignité n'ont pourtant rien de fatal. Des solutions, passant par des politiques différentes, existent pour fonder une filière café plus équitable. Défis Sud propose un dossier qui dresse l'état des lieux de la crise du café et explore les pistes d'avenir.

Mauvais souvenirs pour le café ?

Les prix du café avaient atteint leur niveau le plus bas en 2002. Depuis 2004, ils marquent une hausse. La crise qui a secoué la caféiculture est-elle pour autant à classer parmi les mauvais souvenirs de l'économie mondiale ?

Quand l'industrie du café plongeait, il y a 5 ans, à cause de prix historiquement bas, la pauvreté augmenta dramatiquement dans des régions qui comptaient déjà parmi les plus pauvres au monde. La journaliste Maja Wallengren se penche sur le désastre social que vivent les petits caféiculteurs au quotidien. *«Quatre ans après le début de la crise, et malgré l'amélioration des prix du café, les dégâts causés par une interminable période de bas prix sont si étendus qu'il faudra plusieurs années encore avant que les caféiculteurs s'en remettent...»*

La production du café concerne 500 millions de personnes, soit 8,1% de la population mondiale. Ce produit de base, source de revenus essentielle pour le commerce extérieur de nombreux pays en développement, a été commercialisé sous le régime de l'Accord international du Café (AIC) de 1962 à 1989. L'AIC contrôlait la production, fixait une fourchette de prix. *«Si ce système de régulation présentait des imperfections, la plupart des analystes s'accordent sur le fait qu'il fut efficace pour augmenter et stabiliser les prix du café»*, explique Stefano Ponte, dans son analyse des mécanismes et de l'évolution du marché.

«L'AIC a aussi permis un équilibre entre l'offre et la demande», poursuit Johan Declercq, responsables des relations avec les producteurs chez Max Havelaar Belgique. *«Stabilité, confiance, relations de régularité et qualité constante sont préconisées par le commerce international. Or aujourd'hui, c'est l'inverse qui se passe.»* Depuis 1989 et la dénonciation de l'AIC, les prix du café ont graduellement chuté vers des abîmes. L'on pointe également, comme source de la crise, la surproduction mondiale, notamment causée par la commercialisation du café vietnamien, pays au

sujet duquel Hang Long et Amad Yacine Benzeioui rappellent que les petits paysans n'ont pas non plus échappé à la crise.

C'est pas la crise pour tout le monde !

Exode rural et mouvements migratoires en Amérique latine, regain des tensions en Afrique, malnutrition des paysans vivant du café, diminution de la qualité des récoltes, abandon de plantations, etc. sont à classer parmi les conséquences de prix bas, ne couvrant même pas les coûts de production. *«Lorsque l'on parle de crise»*, explique Christophe Montagnon, responsable Café au CIRAD, *«il faut bien insister sur le fait que les producteurs la subissent, pas les torréfacteurs qui, au contraire, réalisent plutôt des bénéfices.»* Stefano Ponte souligne d'ailleurs les processus économiques qui ont transformé la chaîne de production du café. Auparavant gérée à la fois par les producteurs et les pays consommateurs, elle est aujourd'hui dominée par les acheteurs, soit l'Occident, vers lequel vont 78% des revenus générés par le café.

Et pourtant, des solutions sont mises en œuvre, le plus souvent en étroite collaboration avec les petits producteurs du Sud. A petit pas, elles démontrent qu'il est possible de commercialiser le café «autrement». Tandis que la piste de la qualité est explorée, le commerce équitable envisage les trois piliers – économique, social et environnemental- du développement durable : *«Nous ne prétendons pas que le commerce équitable est une solution pour sortir de la crise du café »*, précise Johan Declercq. *«Il constitue plutôt la preuve qu'il est possible de stabiliser les revenus des producteurs, en leur permettant de développer un mode de production durable, au plan social et environnemental.»* Au Pérou, la coopérative La Florida est un exemple concret qu'une autre manière de produire, de commercialiser et de se développer peut être un succès.

dossier

Derrière les hausses des cours, une baisse généralisée.

Les cours des matières premières flambent. Du pétrole à l'acier, en passant par les grands métaux industriels, le sucre et plus récemment le café, leurs prix atteignent des niveaux parfois inimaginables. Pourtant, bien qu'impressionnante, cette hausse n'est que très relative. C'est ce qui saute aux yeux à la lecture d'une récente livraison de l'hebdomadaire britannique The Economist. Cette prestigieuse revue publie un indice de l'évolution des matières premières depuis 1864, en s'appuyant sur les prix initiaux de 1845. Voilà donc 160 ans d'histoire des matières premières résumés en un graphique. Et bien, en 160 ans, la valeur économique des matières premières, ce qu'elles rapportent aux producteurs, a été divisée par trois. La progression de ces dernières années n'est qu'un phénomène anecdotique par rapport à la tendance de fond (...) Le blé et le café sont les poids lourds de cet indice dont le pétrole et les métaux précieux sont exclus.

► Source :
RFI, 14 février 2005

Chaîne mondiale bouleversée

dossier

Le café, produit de base de portée mondiale, est une source de revenus essentielle pour le commerce extérieur de nombreux pays en développement. Les dispositions économiques de l'Accord international du café (AIC) ont été abandonnées en 1989. Ces 20 dernières années, la dérégulation a profondément transformé la chaîne de production mondiale du café. Les cours internationaux du café vert, soit le café en tant que produit brut, sont au plus bas. Le marché de la distribution, inquiet de la stagnation de la consommation, est inondé d'un café de piètre qualité, à des prix internationaux qui atteignent des abîmes ⁽¹⁾.

La caféiculture, surtout pour les petits planteurs, est devenue économiquement non rentable. La «crise du café» menace également la structure sociale de communautés dont le café est le gagne-pain. Par ailleurs, la «technicisation» de la caféiculture menace sa durabilité environnementale. Un ensemble de mauvaises nouvelles pour les producteurs, mais pas nécessairement pour les grandes firmes dominant le marché du café torréfié, qui ont enregistré des bénéfices records.

Pouvoir commercial et stratégies d'entreprises

Dès la fin de l'AIC, la chaîne mondiale du café a été le lieu d'un transfert de pouvoir des pays producteurs vers les pays consommateurs. Les relations entre les producteurs et les négociants se sont également complexifiées. Tandis que la libéralisation des marchés nationaux diminuait le rôle des gouvernements, les associations de planteurs n'ont pu se substituer à eux pour organiser l'exportation de café. Les exportateurs «locaux» n'ont par ailleurs pas réussi à mobiliser suffisamment de fonds pour être compétitifs face aux négociants internationaux. Pour ne pas disparaître, la plupart se sont alliés à de gros négociants. La tendance générale va vers un renforcement de la position des torréfacteurs par rapport aux autres acteurs. Ces 20 dernières années, le secteur des négociants internationaux a connu une restructuration importante. Les négociants de taille moyenne ont subi des pertes importantes et n'ont pas pu faire face aux négociants de taille plus importante. A la clé, faillites, fusions ou reprises par les grands groupes. Le marché s'est concentré: en 1998, les deux plus grands négociants de café, Neumann et

Volcafé, contrôlaient 29% des parts du marché du café vert, tandis que 50 autres pour cent de ce marché étaient contrôlés par Cargill, Estve, Aron, Man, Dreyfus et Mitsubishi.



Séchage des cerises de café.
Photo : Gaël Turine

A quelques exceptions près, il n'y a eu que peu d'intégration verticale entre les torréfacteurs et les négociants internationaux. Depuis que les torréfacteurs délèguent la gestion de l'approvisionnement, les négociants doivent renforcer leur réseau de fournisseurs dans les pays d'origine. Cela s'est surtout traduit par une intégration verticale avec les exportateurs locaux.

Le niveau de concentration des torréfacteurs est plus important encore que celui des négociants. Les deux premiers groupes, Nestlé et Philip Morris, contrôlaient, en 1998, 49% des parts du marché mondial du café instantané et torréfié. Les 5 premiers groupes (Nestlé, Philip Morris, Sara Lee, P&G et Tchibo) en contrôlaient 69%!

(1) Adapté de l'anglais à partir des textes "Standards and Sustainability in the Coffee Sector. A Global Value Chain Approach", mai 2004 et "The 'Latte Revolution'? Winners and Losers in the Restructuring of the Global Coffee Marketing Chain", juin 2001.

Un marché à faible élasticité

Le marché international du café est caractérisé par une faible élasticité de l'offre et de la demande. L'offre ne peut augmenter rapidement: il faut au moins 2 ans avant que les caféiers nouvellement plantés soient productifs et plusieurs autres années avant qu'ils atteignent leur rentabilité maximale. En cas d'offre insuffisante, les prix internationaux augmentent donc. Cette période est suivie d'une surproduction, dès que les caféiers supplémentaires sont productifs, qui conduit à une chute des prix. Mais la consommation (demande) du café, très stable, ne dépend que peu de la hauteur des prix, ne diminuant de manière remarquable que si les cours augmentent de manière exponentielle. La production mondiale a atteint quasi 120 millions de sacs sur la saison 2002/2003 (données OIC), tandis que la consommation s'est révélée relativement stable ces dernières années, en dessous de 110 millions de sacs.

Répartition des revenus

La fin du régime-AIC et une consolidation accrue de l'industrie du café ont affecté la distribution des revenus générés tout au long de la chaîne du café. Certains analystes estiment que, dans les années 70, une moyenne de 20% de ces revenus mondiaux revenait aux producteurs, pour 53% aux pays consommateurs. Après la fin de l'AIC en 1989, la situation a fortement évolué. Entre 1988-89 et 1994-95, la proportion des revenus revenant aux producteurs tombait à 13%, celle des pays consommateurs grimpa jusqu'à 78%.

Le transfert de ressources des pays producteurs aux pays consommateurs est donc substantiel, indépendamment du niveau des prix. La part revenant aux producteurs ces 2 ou 3 dernières années a sans aucun doute encore baissé, à cause de l'offre surabondante actuelle, des cours peu élevés du café vert et de la capacité des torréfacteurs à maintenir les prix de détail à des niveaux relativement stables. En effet, tandis que les prix du café vert ont quasi diminué de moitié entre décembre 1999 et juin 2003, le prix moyen au détail aux États-Unis n'a diminué que de 15% entre décembre 1999 et décembre 2002. Alors que l'on parle de «crise du café», les marges brutes et les bénéfices des torréfacteurs ont augmenté.

Du régime de l'AIC...

Le café est l'un des produits de base pour lequel un contrôle du commerce mondial a été organisé très tôt. Avant la première Guerre mondiale, ces tentatives de manipulation du marché mondial étaient centrées sur le Brésil, producteur majeur. Après la Seconde Guerre mondiale, les systèmes de contrôle incluaient également des pays latino-américains. Ces 40 dernières années, les caractéristiques essentielles de la chaîne mondiale du café peuvent être décrites en fonction de deux grandes périodes: le régime de l'AIC, de 1962 à 1989, et le régime post-AIC, de 1989 à nos jours. En 1962, parmi les signataires du premier AIC, l'on comptait la plupart des pays producteurs et des pays consommateurs. Sous ce régime, un prix cible (ou une fourchette de prix) était défini pour le café, tandis que des quotas d'exportation étaient alloués à chaque producteur. Lorsque le prix indicatif du marché calculé par l'Organisation internationale du Café (OIC) dépassait le prix défini et annonçait une demande de café plus importante que l'offre sur le marché international, les quotas étaient assouplis; lorsque ce prix était inférieur, impliquant une offre trop abondante, les quotas étaient renforcés. En cas de hausse importante (comme en 1975-77), les quotas étaient abandonnés jusqu'à ce que les prix reviennent dans la fourchette de prix. Même si ce

système présentait des imperfections, la plupart des analystes s'accordent sur le fait qu'il fut efficace pour augmenter et stabiliser les prix du café. Le succès relatif du régime AIC est attribué à différents facteurs: la participation des pays consommateurs à l'application du système des quotas; l'organisation des pays producteurs en «unités commerciales», où les gouvernements contrôlaient les décisions relatives aux exportations; l'acceptation par le Brésil d'une part de marché réduite, comparée à sa capacité de production; enfin, une stratégie commune, au sein des pays producteurs, qui consistait à pratiquer l'importation de substitution, exigeant une mobilisation maximale des revenus de l'exportation et dès lors des prix élevés pour les matières premières exportées.

... Au régime post-AIC

Cependant, le système AIC était, dans le même temps, miné par une tendance, chez certains acteurs, à faire cavalier seul et par des querelles au sujet des quotas. D'autres problèmes se posaient également, parmi lesquels l'on peut citer un volume croissant de café commercialisé à des prix inférieurs, avec ou via des pays importateurs non-membres, la fragmentation accrue du marché et des modèles de développement de plus en plus différents les uns des autres, à l'image de ceux choisis par le Brésil et l'Indonésie, optant pour une stratégie industrielle plus orientée vers l'exportation. Si les quotas étaient relativement stables, c'est parce qu'ils étaient coûteux à négocier: dans ce cadre, les mélanges de cafés vendus par les producteurs étaient d'une composition relativement constante. Cependant, dans les années 80, les consommateurs américains sont progressivement passés du café soluble, composé d'une grande quantité de Robusta, au café moulu, composé d'une plus grande proportion d'Arabica. Cette évolution modifia la demande sur le marché mondial, qui se focalisa sur l'Arabica. Les producteurs, s'en tenant aux quotas qui leur avaient été attribués, ne pouvaient que se montrer rigides. Cela inquiéta les torréfacteurs, qui craignaient que la concurrence n'accède à du café moins cher, via des pays non-adhérents à l'AIC. La coopération, véritable fondement de l'AIC, était mise à mal... C'est également dans les années 80 que la politique de guerre froide développée par les États-Unis en Amérique latine changea: les Américains ne percevaient plus la gauche brésilienne comme une menace et la rigidité des quotas ne permettait pas à l'administration américaine de «punir» commercialement ses ennemis en Amérique centrale. Le résultat combiné de ces changements mena à la dénonciation de l'AIC en 1989, qui provoqua la chute des cours mondiaux du café.

Brésil, grand consommateur de café

Une révolution du goût est en train de modifier les habitudes de bien des Brésiliens. Le «cafezinho» typique, cette demi-tasse d'un café noir serré servi à toute heure dans les bars brésiliens, les boulangeries et les hôtels cinq étoiles, perd peu à peu sa place. L'«espresso» prend désormais le pas. Tout a commencé dans les années 90, avec l'introduction de machines à espresso, originaires d'Italie, chez les négociants des principales villes brésiliennes. Les machines à café italiennes et le café brésilien n'ont pas tardé à populariser l'espresso dans tout le pays. Sa consommation est aujourd'hui estimée à 7% de la consommation domestique de café au Brésil, pays qui est le 2^e consommateur de café au monde, et augmente de 10% chaque année.

► Source : «Brazil's Barista Boom», Harry C. Jones, magazine Tea & Coffee, juin 2004.

Le client est roi

Sous le régime AIC, la chaîne mondiale du café n'était pas dominée par un acteur en particulier. Il n'était pas vraiment possible de clairement affirmer qui, des pays producteurs ou consommateurs, la contrôlaient. Les forces de stabilisation inhérentes à l'OIC, couplées à des marchés régulés dans les pays producteurs, avaient créé un environnement institutionnel relativement stable, dans lequel les règles étaient relativement claires, les changements politiquement négociés et les revenus générés par le café bien répartis entre pays producteurs et pays consommateurs.

La fin du régime AIC a profondément affecté la répartition du pouvoir dans la chaîne du café. D'une compétition plutôt équilibrée entre les producteurs et les consommateurs, l'on en est arrivé à des relations commerciales dominées par les opérateurs situés dans les pays consommateurs, c'est-à-dire les torréfacteurs et les distributeurs, y compris leurs agents basés dans les pays producteurs.

Les planteurs et les négociants locaux dans les pays producteurs y furent désormais soumis, de même que les gouvernements. Dans les années 80 et 90, la pensée économique avait en effet rejeté le principe de l'intervention publique sur de tels marchés. Les offices publics du café, «coffee boards» et autres caisses de stabilisation, qui régulaient les ventes à l'exportation, furent peu à peu démantelés, d'autant que la fin du régime AIC avait sonné le glas de ces systèmes bureaucratiques autrefois nécessaires pour contrôler les exportations et assurer le respect des quotas imposés. Dès lors, la maîtrise des pays producteurs sur leur exportation et leur stock s'est beaucoup amoindrie.

Le cadre institutionnel a donc fondamentalement changé. Les relations commerciales se sont substituées à la négociation politique des quotas. Les pays producteurs ont disparu en tant qu'acteurs dans ces interactions. Une série de pays

producteurs, réunis sous la coupole de l'Association des pays producteurs de café (APPC) (2), tentent cependant, à partir de 1993, d'instaurer un système de rétention des exportations, afin de mieux contrôler les flux de l'offre. Cela ne suffit pas à améliorer les prix du café. Par ailleurs, la suppression des offices publics du café rend le contrôle des exportations et des stocks plus compliqué. Enfin, le système de rétention ne comprend pas de sanctions envers les pays qui exportent plus que prévu.

L'OIC, désormais privée de tout pouvoir de régulation, a tenté de proposer des solutions à la crise du café. La mise sur pied d'un «Comité qualité», en septembre 2001, a été son initiative la plus marquante. Ce comité est chargé de recommander des normes et des procédures de retrait du café de faible qualité du marché. A court terme, le but général consiste à réduire l'offre de café à l'exportation, et à pousser dès lors les prix vers la hausse. A plus long terme, il vise à améliorer la qualité générale des exportations caféicoles. Les mécanismes auxquels il sera fait recours pour compenser les pays et les producteurs affectés par ce programme ne sont pas encore clairement définis. Le succès à long terme dépendra largement de la coopération des pays importateurs. Le problème majeur est que le plus gros consommateur de café, à savoir les Etats-Unis, n'est à ce jour pas membre de l'OIC. Aux Etats-Unis, des règles d'importation permissives autorisent l'entrée d'une moyenne de 10 à 12 millions de sacs de café de très basse qualité par année. Sans la coopération américaine, l'on peut douter que l'initiative réussira à faire augmenter les prix. Cependant, le programme qualité de l'OIC est soutenu par plusieurs gouvernements de pays consommateurs et par des opérateurs du secteur privé. Il est d'ailleurs vraisemblable qu'il ait un effet sur le marché mondial du café, bien plus en tout cas que les systèmes de rétention tentés par l'APPC.

Pour ou contre un Fonds de stabilisation des prix ?

Au Pérou, la « Junte nationale du café » plaide pour la création d'un « Fonds de stabilisation du prix du café », subventionné par l'Etat. Certaines coopératives de café doutent de la justesse de cette revendication. Elles croient que le rôle prioritaire de l'Etat péruvien devrait se situer au niveau de l'amélioration des infrastructures et des services publics. Elles se plaignent également de la politique fiscale de l'Etat péruvien, très défavorable aux coopératives de café, lourdement taxées. Ces coopératives estiment que la meilleure manière de contrer la volatilité des prix du café est de baisser l'impôt des coopératives et d'améliorer la qualité de l'offre, par la promotion de cafés spéciaux. Au niveau des producteurs, il faudrait également leur donner l'opportunité de diversifier leurs activités (élevage, maïs, céréales), concluent ces coopératives.

(2) L'APPC comprend les pays producteurs latino-américains, les pays africains et même l'Indonésie. Le Mexique n'en fait pas partie, engagé dans l'ALENA. En 1995, le Guatemala s'en retire.